

Fin juillet: les 22èmes RIJ



Le socialisme ne se fera pas dans un seul pays! C'est la leçon historique que nous avons retenue des expériences politiques du XX^e siècle. C'est pourquoi nous appartenons à une organisation internationale pour combattre le capitalisme: la IV^e Internationale. Les jeunes révolutionnaires du monde entier qui en font partie se rencontrent chaque année afin de partager leurs expériences de lutte et débattre tous ensemble. Ce sont ainsi près de 500 jeunes, principalement venus des pays d'Europe, qui se rassemblent lors des Rencontres internationales de jeunes (RIJ). Les Jeunesses Communistes Révolutionnaires s'occupent d'organiser la

22^e édition des RIJ, qui aura lieu à Barbaste, dans le Lot-et-Garonne, du 23 au 30 juillet 2005.

Il semble plus que primordial aujourd'hui d'échanger nos points de vue sur les mobilisations qui se sont déroulées toute l'année, notamment en France les luttes dans la jeunesse, chez les lycéens et les étudiants, et la campagne pour le Non à la constitution. Le Non français au référendum a ouvert des perspectives nouvelles, dont il est important de discuter en s'affranchissant des frontières nationales. Car il est indispensable de s'organiser à une échelle internationale pour combattre ce système, qui génère la guerre, la

misère et l'exploitation. Nous savons que ce ne sera pas une chose facile et que cela nécessite de s'emparer de toute une série de questions.

C'est pourquoi la semaine des RIJ se partage entre différents thèmes généraux: internationalisme, guerre, luttes sociales de la jeunesse, lutte anticapitaliste, écologie, culture, femmes, LGBT (Lesbian-Gay-Bi-Trans), changer le monde? Nous discuterons de la situation dans de nombreux pays du monde (Venezuela, Palestine, Irak, Côte d'Ivoire...), ainsi que de toutes les oppressions qui existent dans cette société (racisme, sexisme, homophobie...). Ces débats sont abordés sous des formes variées: forums, commissions, ateliers.

Notre but est de s'armer idéologiquement pour parvenir à résister à la propagande libérale incessante et pour avancer vers une autre société, socialiste et autogérée.

Un des objectifs pendant la semaine est de rencontrer sur leur lieu de travail les ouvriers de Fumel-Technologie, qui depuis 22 mois ont pris possession de leur outil de production. Ces métallurgistes nous transmettront leur soif de victoire contre le rouleau compresseur libéral. Cette expérience n'est pas sans rappeler les usines autogérées en Argentine. De la même manière que nous défendons l'auto-organisation dans les luttes, nous mettons en pratique l'autogestion à l'occasion de

ces rencontres (le nettoyage, la nourriture et l'organisation sont assumés collectivement) qui ont lieu sur un camping de la CGT.

Des départs collectifs, à partir de nombreuses villes en France, sont prévus pour se rendre à Barbaste. Le coût global, de 145 euros, peut paraître élevé, mais il comprend la nourriture, la location du lieu et du matériel de traduction, ainsi que l'organisation de nombreux concerts, car nous n'oublierons pas au cours de cette semaine de faire la fête. C'est aussi ça une organisation révolutionnaire!

Romarc, [Toulouse]



Raffarin on t'a eu...



Villepin, Chirac

On vous aura avant 2007!

Extraits du **PROGRAMME** des 22èmes RIJ

SAMEDI

MEETING D'OUVERTURE
Mouvement lycéen, Constitution Européenne, G8, ...

DIMANCHE

INTERNATIONAL / GUERRE / RACISME

FORUM: Mondialisation, guerre (Irak, Palestine, ...), racisme, mouvement anti-guerre.

ATELIERS: Guerre

- La résistance irakienne
- La Palestine depuis Arafat
- Les femmes et la guerre, victimes et résistance (Afghanistan)
- L'impérialisme français en Afrique, ex. Côte d'Ivoire

ATELIERS: Racisme

- Luttes des immigrés en Europe, Europe forteresse
- D'où vient le racisme?
- Malcolm X, Black Power
- L'islamophobie
- L'extrême droite à l'offensive

FORMATION: Impérialisme et luttes de libération nationale

LUNDI

LUTTES SOCIALES DE LA JEUNESSE

FORUM: Attaques sociales, mouvement altermondialiste, rôle de la jeunesse: étudiants, jeunes travailleurs, ...

ATELIERS: Luttes sociales de la jeunesse

- Le mouvement lycéen
- Luttes étudiantes (LMD ...)
- Constitution/libéralisme
- Les luttes pour l'avortement
- Les luttes des jeunes travailleurs

FORMATION: La jeunesse et la classe ouvrière aujourd'hui

MARDI

ÉCOLOGIE ET CULTURE

FORUM: La recherche du profit maximum, contre la nature et la culture, luttes écologiques (OGM)...

ATELIERS: Ecologie/culture

- Le Rap
- Les drogues/légalisation
- Sport et capitalisme: foot ...
- Capitalisme et environnement

MERCREDI

FEMMES/LGBT

FORUM: Oppression des femmes et des LGBT: un ennemi, le capitalisme

ATELIERS: Femmes

- Féminisme et mouvement ouvrier
- Le droit à disposer de son corps
- Les jeunes femmes et la précarité
- Angela Davis « Femmes, races, classes »

ATELIERS: LGBT

- Homophobie et racisme: diviser pour régner
- Droit de suite et oppression sexuelle
- L'identité sexuelle
- Le mariage, la famille et les normes

FORMATION: L'oppression spécifique des femmes

JEUDI

CAPITALISME GLOBAL LUTTE GLOBALE

FORUM: Faire converger les luttes contre le capitalisme (ex. de l'Afrique, des luttes des sans-papiers, contre la répression...)

ATELIERS: Capitalisme global, lutte globale

- La Dette et le Tsunami
- Le Brésil
- L'Amérique Latine
- Marxisme et religion
- La marche mondiale des femmes- les femmes dans le Sud

FORMATION: Parti et mouvement social

VENDREDI

COMMENT CHANGER LE MONDE?

FORUM: Le capitalisme produit des crises (ex. de l'Argentine), mais un autre monde est possible: le socialisme

ATELIERS: Comment changer le monde?

- Mai 68: une révolution possible
- Porto Alegre: la démocratie participative
- Cuba/Che Guevara
- Réforme ou révolution?
- L'économie marxiste

FORMATION: Changer le monde sans prendre le pouvoir?

MEETING DE CLÔTURE

Soutien aux lycéens victimes de la répression !

Les procès contre les lycéens ont commencé fin mai et se poursuivent actuellement. Et le gouvernement a décidé de taper très fort sur les jeunes inculpés et sur ceux qui les soutiennent. Prison avec sursis et fortes amendes à Bayonne, deux mois de prison ferme au Mans pour deux jeunes qui participaient aux manifestations, et 5 mois avec sursis pour Samuel, un des animateurs de la coordination lycéenne à Paris.

Les procès sont une mascarade de Justice (les deux témoins de Samuel n'ont pas été entendus par le juge...) et on se rend bien compte que c'est le mouvement lycéen lui-même qui passe au tribunal. Des procès politiques dont l'objectif est de frapper très fort sur quelques dizaines

Appel du 18 joint

Aux dires des politiques, l'État ferait tout son possible pour lutter contre les drogues. Mais c'est l'État qui en laisse passer des tonnes à ses frontières pour se faire graisser la patte et parfaire sa politique intérieure. Les gouvernements laissent les drogues pourrir les quartiers défavorisés. Ainsi, ils en retirent deux avantages principaux:

-Cela permet que chez des individus opprimés par le système la drogue l'emporte sur l'envie de s'organiser en luttant collectivement. À l'époque des Black Panthers, le gouvernement US a encouragé l'inondation des ghettos par l'héroïne.

-Ensuite, elle permet des politiques ultrasécuritaires (interdiction des rassemblements dans les halls d'immeuble), l'om-

ni-présence des chiens de garde de l'État. Et ceux qui osent venir soutenir leurs camarades lors des audiences se font gentiment expulser du Palais de Justice par des Gendarmes Mobiles, comme le 31 mai dernier à Paris.

Un collectif de soutien s'est mis en place, qui demande l'arrêt de toutes les poursuites. Partis, syndicats, associations, et personnalités (Bové, Besancenot, Mamère, Buffet...) ont signé l'Appel. Le soutien financier est également indispensable (frais de Justice et amendes). Vous pouvez envoyer vos chèques (à l'ordre de CDPE Paris-SSL) à FCPE Paris, 14 rue d'Astorg 75008 Paris.

Julien, [Tolbiac]

ni-présence des chiens de garde de l'État. Et comme il faut bien montrer aux médias qu'on fait du chiffre dans la lutte anti-droque, histoire d'abreuver la population de mensonges de l'État, ce sont les droguées, principalement des consommateurs qui sont les premières cibles. Ils prennent des amendes, des injonctions thérapeutiques et jusqu'à de la ferme. Pourtant les drogues, dites douces ou dures, y compris l'alcool, peuvent être un besoin, une maladie dont le gouvernement est très largement responsable. C'est pourquoi, opposés à la répression collective des individus malades, les JCR s'associent à l'appel du 18 joint et demandent la légalisation de toutes les drogues.

Max, [Nanterre]

Sans-papiers en lutte

Interview de Malik, porte-parole des sans-papiers qui ont fait la grève de la faim pendant deux mois, et membre du 9e collectif des sans-papiers.



Comment avez-vous mené votre lutte ?

Nous avons été soutenus tout au long des 70 jours qu'a duré notre action par les sans-papiers du 9ème collectif et les soutiens (titulaires de la nationalité ou d'une carte de séjour). Ça n'a pas été facile tous les jours, nous étions 12 grévistes pendant 51 jours, j'ai perdu 21 kg, j'ai des problèmes au foie. Nous continuerons de nous battre ensemble.

Mais qui nous protège de la police ???

Qu'avez-vous gagné, que reste-t-il à gagner ?

Nous en sommes toujours au même point, rien n'a bougé. On ne demande que de l'air. Ils nous ont donné une bouffée.

J'ai un rendez-vous avec la préfecture pour obtenir un récépissé de trois mois. J'ai été régularisé suite à la grève de la faim que j'ai menée, mais pas ma femme et mes enfants. Ils restent expulsables, ma femme est sous le coup d'un arrêté de reconduite à la frontière, mon fils qui a 17 ans peut être rafalé à la sortie d'un métro, à son lycée, et envoyé en centre de rétention

Propos recueillis par Adrien, [Sorbonne]

Les chaînes d'inscriptions : tirer les bilans de l'année

Pourquoi faire les chaînes d'inscription sur une université? Pourquoi des centaines d'étudiants passent leurs mois de juillet et de septembre à organiser des tables (parfois en plein soleil) à l'entrée des universités pour convaincre les étudiants de se syndiquer?

Quel bilan pouvons-nous tirer de cette année? On a pu constater que les attaques continuent à se mettre en place contre les jeunes, en particulier les étudiants avec l'application petit à petit de la réforme LMD-ECTS. L'application de cette réforme provoque la révolte de nombreux étudiants, qui se rendent compte que leurs conditions d'études sont menacées lorsqu'ils perdent des droits élémentaires comme la compensation des notes entre les semestres, la session de septembre ou le contrôle terminal. Mais, pour lutter, il faut être organisés! C'est la grande leçon des mouvements étudiant de 2003 et lycéen de cette année: on manque d'une organisation unitaire de la jeunesse scolarisée, qui rassemble tous les jeunes qui veulent résister. Ces mouvements n'ont pas réussi à s'étendre à suffisamment de villes et, même dans les villes mobilisées, seule une minorité avait l'habitude de s'organiser et de lutter. Cela a contribué à la défaite de ces mobilisations.

Si nous voulons que les prochaines luttes gagnent, il faut convaincre le maximum d'étudiants de s'organiser dès leur entrée

Antoine, [Jussieu]

Victoire partielle à Toulouse le Mirail

Le conseil d'administration de l'université Toulouse le Mirail a accepté le 17 mai dernier, les revendications locales des étudiants mobilisés.

Ces revendications, établies durant la mobilisation contre la LOPRI et plus généralement contre la marchandisation de l'enseignement, ont permis au mouvement de connaître un dénouement positif.

En effet grâce à notre lutte nous avons pu obtenir des garanties quant à la mise en place du LMD/ECTS à la rentrée prochaine.

Après dix jours d'occupations de la salle du conseil d'administration, la direction de l'université s'est prononcée pour:

- le maintien de la session de septembre
- la compensation intersemestrielle jusqu'en MI, les notes des partiels ne compensent pas celle du mémoire.
- la possibilité pour les étudiants bour-

Un concert révolutionnaire

La section des JCR de Quimperlé créée en septembre 2004 qui réunit aujourd'hui une dizaine de militants pour la plupart lycéens avait décidé de se faire connaître. C'est aujourd'hui chose faite! Le 4 mai dernier a été organisé une soirée concert dans la cour d'un café.

Au menu: prise de parole JCR sur la situation actuelle notamment sur le mouvement lycéen et social. Ont aussi été abordés les désastres écologiques, les guerres et les occupations. Et bien sûr, cet événement fut l'occasion de défendre le Non de gauche à la constitution européenne.

En conclusion, la volonté de s'unir autour d'une politique solidaire, écologiste, féministe, anticapitaliste et révolutionnaire. Le concert a été de qualité,

Section JCR Quimperlé

à l'université. Pendant les inscriptions, l'UNEF (et dans plusieurs villes SUD et la FSE) met en place des tables pour informer sur les réformes et la nécessité de s'organiser. Les dirigeants de l'UNEF ne font pas ça comme nous (certains ont tendance à proposer de se syndiquer plus pour avoir des réductions sur les annales que pour lutter...) mais la logique reste commune: s'organiser dans l'unité pour défendre ses intérêts.

Les chaînes d'inscription sont aussi l'occasion de discuter avec des centaines d'étudiants de l'actualité, des mobilisations contre la guerre, contre le racisme ou encore contre la Constitution. C'est l'occasion d'échanger et de profiter de l'expérience de tous ceux qui se mobilisent. C'est là encore le rôle du syndicat: rassembler, malgré les divergences, tous ceux qui, sur une université, se mobilisent, quelle que soit la question.

Alors, participons tous aux chaînes d'inscription au mois de juillet et au mois de septembre! C'est encore le meilleur moyen de préparer les luttes de la rentrée. D'autant que, cette année, des centaines de milliers de nouveaux étudiants auront participé au mouvement lycéen. Il faut tout faire pour qu'en arrivant à l'université, tous ces jeunes continuent à lutter et s'organisent.

Antoine, [Jussieu]

Victoire partielle à Toulouse le Mirail

Le conseil d'administration de l'université Toulouse le Mirail a accepté le 17 mai dernier, les revendications locales des étudiants mobilisés.

Ces revendications, établies durant la mobilisation contre la LOPRI et plus généralement contre la marchandisation de l'enseignement, ont permis au mouvement de connaître un dénouement positif.

En effet grâce à notre lutte nous avons pu obtenir des garanties quant à la mise en place du LMD/ECTS à la rentrée prochaine.

Après dix jours d'occupations de la salle du conseil d'administration, la direction de l'université s'est prononcée pour:

- le maintien de la session de septembre
- la compensation intersemestrielle jusqu'en MI, les notes des partiels ne compensent pas celle du mémoire.
- la possibilité pour les étudiants bour-

Seule la lutte paie!

Yann, [Toulouse]

La Média-machine à voter oui

« Le non discrédité la France, le oui renforce sa main ». Ca vous dit quelque chose ? Il

n'est pourtant pas question de Constitution Européenne mais du traité de Maastricht de 1992. Dans le genre « prend les mêmes et on recommence », nous avons assisté à un déferlement médiatique en faveur du oui au référendum qui ferait presque passer les actualités de Vichy pour des modèles de neutralité.

Dirigeants, éditorialistes et quantité de journalistes des principaux organes de la presse écrite et audiovisuelle furent unanimes dans cette campagne: « *L'évidence et le bon sens appellent à voter oui* ». Feignant l'impartialité, certains posent à d'autres la question qui les tracassent: « *Quelle stratégie pour faire gagner ce oui au référendum?* ». Il suffit d'observer le nombre de dépêches AFP concernant la Constitution et comportant la mention « URGENT »: sur 29, que des informations favorables au oui.

On regretterait presque le temps où la télé était tenue en laisse par De Gaulle tant s'y est déchaînée dans cette campagne la dictature béni-oui-ouïste. D'après un décompte de janvier à mars, tous programmes confondus, le nombre d'intervenants à la télé favorables au oui était de 71 % contre 29 % pour le non (dont la moitié de nationalistes). Encore que ces chiffres ne disent rien du contexte des interventions, des questions et de l'attitude des journalistes ou encore des

années de diffusion continue d'opinions politiques qui se retrouvent aujourd'hui dans les arguments du oui et qui facilitent leur réception. La propagande peut être visible, « *Ombrageux français qui n'aiment pas qu'on les pousse. Finalement, ils rappellent un peu cet écolier de Prévvert qui dit « non » avec la tête mais « oui » avec le cœur* » se gausse un présentateur du IT de TFI, ou le plus souvent s'effectuer par des détours comme dans un 13h de France 2 où l'on indique innocemment: « *Airbus, c'est d'une certaine façon l'Europe de la réussite qui s'affiche en pleine période électorale* ».

Dans ces conditions, les débats dits « démocratiques » où l'on se targue sans cesse de respecter une scrupuleuse équité sont une illusion visant à dissimuler un déséquilibre constant. Ceux qui mènent une campagne unitaire pour le « non de gauche », qui n'ont jamais voix au chapitre et dont l'exposition des arguments nécessiterait plus de temps pour défaire les clichés continuellement diffusés, doivent partager leur temps de parole avec les fascistes censés former avec eux le « camp » du non.

Son temps de parole n'étant pas pris en compte, Chirac a eu le loisir de s'exprimer autant qu'il le voulait, ce qu'il a fait quatre fois dont la première pendant deux heures avec un panel soi-disant « représentatif » de 83 jeunes. Tiens, pourquoi 83? Il y en avait bien 85 au départ mais deux d'entre eux, signataires de « l'appel des 200 jeunes contre le TCE », en ont été écartés au dernier au moment. C'est le tri sélectif version Sofres-Elysée-TFI ! Là

encore, un simulateur de démocratie où chacun est tenu de ne parler que de ses petits problèmes et de ne poser qu'une question au souverain, le tout encadré par le présentateur-millionnaire du IT (PPDA) et une équipe d'animateurs-patrons d'entreprises-qui-exploitent-des-précaires (Delarue-Fogiel-Chain). Le lendemain, un quotidien conservateur (1) allemand déclarait: « *Il soufflait dans le studio un air de RDA* »...

Enfin, on aura vu s'abattre dans cette campagne une pluie de sondages sans précédent dont l'instabilité tant rabâchée concerne moins les chiffres publiés que les moyens des sondeurs pour les obtenir. Mais cela n'empêche pas nos spécialistes de la spécialisation de glousser à la moindre chute de l'point et de s'exasier durant des heures et des pages sur l'évolution de leurs courbes lunaires. Dès lors, il ne s'agit pas de se déterminer sur un texte par une lecture politique détaillée mais sur le choix d'une équipe dans un match au coude à coude dont le suspense est de savoir qui va gagner. Combiné à l'omniprésence des arguments du oui, l'effet psychologisant de ces sondages s'apparente à de l'intimidation par une pression dépolitisante exercée sur l'électeur: si tu ne votes pas oui, c'est le non qui gagne.

Au cours de cette campagne, un grand nombre de gens se sont rendu compte de la partialité des médias. Des journalistes et autres professionnels de l'information



ont même lancé une pétition intitulée « *Le Non censuré dans les médias: ça suffit!* » qui a recueilli plus de 16000 signatures. Les moyens de communication sont le bien de tous. Ils nous sont aujourd'hui confisqués, à nous de nous les réapproprier!

Cédric, [Censier]

Notes

- Un journaliste de RMC, cité par Serge Halimi, les cabris de Maastricht in *Les nouveaux chiens de garde*
- Tel Alain Genestart, *Paris-Match* (24 mars)
- Question posée par C. Ockrent à M. Aubry dans *France Europe Express* (France 3)
- Chiffres et citations extraits de l'émission *Arrêt sur images* du 8 mai 2005
- Le Monde*, (19/04/2005)

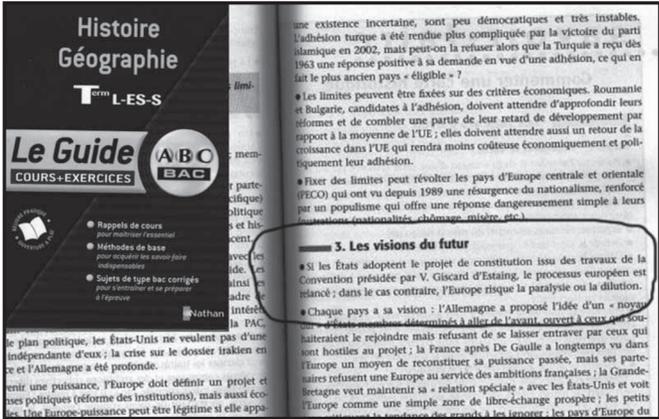
Pour plus d'informations, consulter l'incomparable site www.acrimed.org

Un manuel scolaire pro-constitution...

Lu dans ce manuel scolaire (Histoire-Géographie pour terminales S, ES et L, Nathan, 2004) :

« *Si les États adoptent le projet de Constitution issu des travaux de la Convention présidée par V. Giscard d'Estaing, le processus européen est relancé; dans le cas contraire, l'Europe risque la paralysie et la dilution* ».

Reste à savoir s'il faut avoir voté « Oui », pour les lycéens majeurs, s'ils veulent obtenir leur bac...



Abonnez-vous!
Prenez contact!

Je veux m'abonner au journal (à partir du numéro...) pour 10 € pour 10 numéros (chèque à l'ordre de RCJ)

Je veux des informations sur les Rencontres internationales de jeunes (fin juillet en France près d'Agén)

Je désire prendre contact avec les JCR-RED

Total:..... euros
Chèque à l'ordre de APEIJ

Je veux commander:
..... brochure(s) sur la précarité (1 euro l'exemplaire)
..... carnet de chants de luttes (1 euro l'exemplaire)
..... brochure(s) sur la guerre (1 euro l'exemplaire)
..... brochure(s) sur la Palestine (1 euro l'exemplaire)
..... brochure(s) sur le mouvement lycéen (1 euro l'exemplaire)
..... brochure(s) sur la Mai 68 (1 euro l'exemplaire)

Envoyez à JCR-RED, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

Nom...
Prénom...
Adresse...
Code postal...
Ville...
Téléphone...
e-mail.....

JCR: jcr@jcr-red.org
Rédaction: red@jcr-red.org
www.jcr-red.org
01 48 70 42 30



Qui sommes-nous ?

Nous luttons pour **une société débarrassée de toute exploitation et aliénation**, pour une société socialiste, autogérée, démocratique et pluraliste. Notre but, c'est l'assurance pour chacun d'épanouir sa personnalité, l'élaboration d'un avenir collectif, l'impossibilité pour une minorité de soumettre la société à ses intérêts égoïstes. Tout cela n'a rien à voir avec le stalinisme qui s'est effondré à l'Est. Nous sommes révolutionnaires parce que cette société ne peut naître que **d'une rupture radicale avec l'ordre existant**. Parce que nous n'avons rien à attendre d'un système générateur de millions de chômeurs, de précaires et de mal-logés dans les pays riches, et de centaines de millions d'affamés dans le sud, d'un système qui menace de détruire la planète elle-même. Enfin, parce que tous ceux qui ont prétendu le réformer ont échoué, alors que la crise s'est aggravée, que le racisme augmente...

Nous sommes partie prenante de **toutes les luttes** contre le chauvinisme et le racisme, le fascisme, l'impérialisme, contre les préjugés religieux, l'oppression spécifique des femmes, le machisme, contre l'homophobie et toute vision normative de la sexualité.

Nous sommes **internationalistes** parce que nous sommes solidaires des peuples du tiers-monde, que nous luttons pour de nouveaux rapports entre les peuples. Parce que nous ne reconnaissions pas le droit aux grandes puissances de régler le sort des pays pauvres, parce que nous combattons le militarisme des puissants mais que nous défendons le droit des faibles à se libérer, si nécessaire, les armes à la main.

Enfin, nous pensons que pour gagner, il faut **lutter dans l'unité**, s'organiser démocratiquement, et ne compter que sur ses propres forces.

Indochine française : l'autre sale guerre de la France

La guerre d'Algérie reste un sujet tabou et méconnu en France. Mais que dire de la guerre d'Indochine ? On parle en effet librement de la sale guerre menée et perdue par les États-Unis de 1965 à 1975 au Vietnam, mais on oublie souvent que cette guerre était la deuxième phase de la tentative d'écrasement du peuple vietnamien par les pays impérialistes. La première phase a consisté en une lutte sans merci des troupes coloniales françaises contre les velléités d'indépendance des Vietnamiens. C'est sur cette première phase que nous allons revenir dans cet article.

Colonisation française

Ce que l'on a appelé l'Indochine française était le regroupement sous administration française du Vietnam, du Laos et du Cambodge. On l'appelle souvent Indochine, dans un pur esprit colonial, puisque l'Indochine est toute la péninsule qui se situe entre l'Inde et la Chine, c'est à dire qu'elle comprend en plus la Birmanie, la Thaïlande et une partie de la Malaisie.

Des missionnaires et des commerçants français se sont installés au Vietnam dès le début du 17ème siècle. Mais jusqu'à la moitié du 19ème, les Vietnamiens sont restés une nation indépendante. L'accélération de la colonisation aux quatre coins du monde a décidé les Français à choisir de prendre le contrôle total de l'économie et des ressources vietnamiennes. C'est en 1882 qu'ils ont achevé la conquête du pays. Ils ont choisi de diviser le pays en 3 régions théoriquement sous statut différent: le Tonkin au Nord (protectorat), l'Annam au Centre (idem), et la Cochinchine au Sud (colonie). En réalité tout le pays était sous contrôle. La bureaucratie coloniale s'appuyait sur une classe importante de collaborateurs vietnamiens.

L'administration coloniale a totalement réorganisé l'économie pour le seul bénéfice de la France et des collaborateurs. Au début des années 30, alors que les Français possédaient de vastes propriétés, plus de la moitié des paysans de l'Annam et du Tonkin était sans terre, tandis qu'en Cochinchine le chiffre dépassait les 75 %. L'industrie du caoutchouc, ressource majeure du pays, était totalement aux mains des firmes françaises, qui exploitaient les travailleurs locaux dans des conditions dignes de l'esclavage. Dans un des sites, possédé par Michelin, ce sont environ 12000 travailleurs (sur 45000) qui sont morts entre 1917 et 1944. Le salaire moyen annuel d'un travailleur vietnamien était l'équivalent du tiers du budget annuel consacré par une famille de colons français pour nourrir... son chien.

Avant la conquête française, 80 % de la population était alphabétisée. Au début de la seconde guerre mondiale, moins de 20 % des garçons vietnamiens étaient scolarisés. À l'exploitation s'ajoutait donc la destruction de toute une culture. Quant à la répression contre quiconque protestait contre la domination française, elle était d'une violence inouïe, avec son lot de massacres, d'assassinats et de tortures.

Émergence du nationalisme vietnamien

C'est chez les anciennes classes dominantes que le nationalisme vietnamien est né, en réaction à la perte de leurs acquis. Deux courants ont émergé au début du 20ème Siècle. L'un, incarné par Phan Bội Châu, souhaitait installer au pouvoir un empereur fort qui, appuyé par la Chine et le Japon, mettrait

les Français déhors. Phan Chu Trinh était la seconde figure du nationalisme vietnamien. Il ne partageait pas les visions de Chau sur le supposé rôle du Japon. Il ouvrit des écoles où l'on apprenait le nationalisme. Ces écoles furent fermées par les Français et il passa 3 ans en prison. S'ils ont inspiré de nombreux nationalistes vietnamiens, Chau et Trinh n'ont jamais eu une base sociale qui allait au-delà des catégories les plus cultivées de la société vietnamienne. D'où la faiblesse de leurs mouvements.

La révolution russe et l'émergence d'une situation révolutionnaire en Chine dans les années 20 vont accélérer le développement de la lutte des classes et d'organisations communistes au Vietnam. En 1917, un certain Ho Chi Minh arrive à Paris. Vietnamien opposé à la présence française, il a fui son pays en 1911. En France, il rejoint la Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO). En 1919, lors de la signature du traité de Versailles, qui met fin à la première guerre mondiale, il défendra le droit à l'autodétermination du peuple vietnamien. Même s'il n'obtint pas gain de cause, il acquiert un prestige énorme.

Lors du congrès de Tours en 1920, où la SFIO se scinde en deux, il choisit de suivre le Parti Communiste. Il expliquera que ce sont les Thèses de Lénine sur les questions nationales et coloniales qui l'ont déterminé dans son choix. *« Au départ, c'est le patriotisme, et non le communisme, qui m'ont amené à suivre Lénine et la Troisième Internationale. (...) C'est progressivement (...) que j'ai compris que seuls le socialisme et le communisme pouvaient libérer les nations opprimées »*. Il rejoint Moscou en 1924. Dès lors, il deviendra un soutien acritique de Staline, même lorsque ce dernier provoquera le massacre des communistes chinois en 1927 en leur demandant de s'allier avec la bourgeoisie nationaliste de Chang Kaï Chek.

Au cours des années 20, les luttes sociales se développent au Vietnam, avec notamment une grève massive des ouvriers du textile, du pétrole, du caoutchouc et du rail en 1928. Le mouvement communiste, qui combine revendications sociales et nationales, se développe. En 1930, les trois organisations communistes vietnamiennes organisent une conférence d'unification à Hong-Kong. C'est Ho Chi Minh qui préside cette conférence. C'est la naissance du Parti Communiste Indochinois (PCI), qui adopte comme programme: le renversement de l'impérialisme français, l'indépendance du pays, l'expropriation des Français, la journée de 8 heures, la fin des impôts injustes, l'éducation pour tous et l'égalité entre les sexes. Des milliers de membres du PCI seront emprisonnés, torturés et tués. La répression fut telle que le PCI devint clandestin et nombre de ses dirigeants durent d'enfuir en Chine durant les années 30.

Deuxième guerre mondiale

En 1940, la défaite de l'armée française face aux Nazis va amener le gouvernement de Vichy à transférer le contrôle militaire du Vietnam aux troupes japonaises, même si l'administration civile reste aux mains des Français. Les Français collaborent avec les Japonais pour détruire toute opposition populaire au Vietnam. C'est en 1941 qu'Ho Chi Minh retourne au Vietnam, qu'il avait quitté depuis 30 ans, et prend en charge la lutte contre les fascistes japonais et l'impérialisme français. C'est la fin du PCI et la naissance du Viet-Minh, ligue pour l'indépendance du Vietnam.

Après l'attaque de Pearl Harbour en 1941, les États-Unis entrent en guerre. La doctrine de Staline est claire: il demande aux membres du Comintern d'être aux côtés des Alliés dans la « guerre contre le fascisme ». Ce qui va amener le Viet-Minh et le très stalinien Ho Chi Minh à travailler avec les États-Unis. En 1944, après la chute du régime de Vichy, le Japon déclare unilatéralement la fin de l'administration française du Vietnam et proclame le Vietnam indépendant, sous le règne de l'empereur Boaï Daï. Les États-Unis vont alors fournir aide militaire et entraînement au Viet-Minh, en qui ils voient un allié de poids pour lutter contre le Japon tout en s'implantant dans la région.

En 1944 et 1945, le Viet-Minh va progressivement conquérir le pays face aux troupes japonaises. Le 13 août 1945, il appelle à l'insurrection généralisée, et prend le contrôle de nombreuses villes et villages. Le 30 août l'empereur Bao Daï abdique. Le Viet-Minh déclare l'abolition de la monarchie et établit un gouvernement provisoire. Ho Chi Minh applique les préceptes de Staline et se figure que les États-Unis et leurs alliés vont accorder l'indépendance au Vietnam. C'est pour cela qu'il accepte, en août et en septembre, le débarquement de troupes alliées qui viennent « s'assurer de la reddition du Japon ».

Contre-offensive impérialiste

Mais les États-Unis et les Britanniques ne veulent pas, malgré leurs promesses, d'un Vietnam indépendant. Les Britanniques craignent que cela n'inspire les populations de leurs propres colonies, tandis que les États-Unis sont prêts à « donner » le Vietnam aux Français afin de s'assurer de leur allégeance et de s'implanter dans une région stratégique. Peu après leur arrivée (en septembre 1945), les Britanniques libèrent plusieurs milliers de soldats français, qui vont immédiatement s'attaquer au Viet-Minh. De leur côté les États-Unis vont armer et équiper plusieurs autres milliers de soldats français qui vont à leur tour s'attaquer aux positions du Viet-Minh. Le Viet-Minh est pris à son propre piège: il a accepté de collaborer avec les troupes alliées, ce qui se retourne à présent contre lui. Ho Chi Minh n'hésitera cependant pas à massacrer les Trotskystes, opposés à une telle stratégie.

Les troupes chinoises occupent le Nord du pays, tandis que les Britanniques et les Français tentent, sans y parvenir, de reprendre le contrôle du centre et du Sud. En mars 1946, le Viet Minh accepte de négocier avec les Français. Mais tandis qu'Ho Chi Minh se rend à Paris pour les négociations, les Français remettent en place Boa Daï et le proclament empereur de la Cochinchine. En octobre 1946, après de nouveaux affrontements avec le Viet-Minh, le Président du Conseil G. Bidault ordonne, avec l'accord du PCF et la signature de Maurice Thorez, plus nationaliste que jamais, des bombardements massifs sur Haiphong, 6000 morts. C'est la guerre totale.

Les États-Unis vont financer la guerre française au Vietnam: entre 1947 et 1954, ils fournissent 80 % des deux milliards de dollars dépensés. Dans les premiers temps, alors qu'Ho Chi Minh prend conscience de ses erreurs (même Moscou ne reconnaît pas l'indépendance du Vietnam), c'est l'armée française qui prend le dessus. Mais le soutien massif dont bénéficient les combattants



vietnamiens dans la population est une arme décisive.

Défaite française et conférence de « paix »

En France, la guerre est impopulaire et le gouvernement ne peut imposer la conscription. Il envoie au Vietnam 40000 Légionnaires, dont la moitié a combattu aux côtés des Nazis. En 1949, la révolution chinoise va être un tournant puisque le gouvernement de Mao va soutenir militairement le Viet-Minh. En 1950, l'URSS et la Chine reconnaissent le gouvernement d'Ho Chi Minh. Le rapport de forces va progressivement s'inverser: en 1952, on dénombre 90000 Français morts, blessés, disparus ou capturés, ce qui accroît un peu plus l'impopularité de la guerre. À la fin de l'année 1953, les Français vont tenter d'en finir en lançant une offensive d'ampleur contre le Viet Minh dans un lieu nommé Dien Bien Phu. Le 7 mai 1954, c'est l'armée française, assiéagée, qui se rend.

C'est la fin de la présence française en Indochine. On évalue à 500000 le nombre de victimes vietnamiennes.

Une conférence de paix se déroule à Genève en juillet 1954. Y sont présents les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France, la Russie, la Chine et le Viet Minh. La Chine va jouer un rôle déterminant dans cette conférence. En effet les États-Unis ne veulent pas accorder l'indépendance au Vietnam tant la région est décisive dans leur stratégie d'ensemble. La Chine sort d'une guerre de 3 ans (1950-1953) en Corée contre les États-Unis et ne veut pas d'un nouvel affrontement avec Washington. Le compromis qu'ils imposent au Viet-Minh est le suivant: le Laos et le Cambodge deviennent indépendants, le Vietnam est partagé en deux, avec le Nord (capitale Hanoï) sous contrôle d'Ho Chi Minh et le Sud (capitale Saïgon) sous l'autorité de l'empereur Boa Daï. Une zone démilitarisée sépare les deux parties. Des élections en vue de l'unification auront lieu en 1956. Dans la mesure où le Viet Minh est très influent au Sud, Ho Chi Minh pense emporter la mise deux ans plus tard.

Mais les États-Unis ont déjà d'autres projets. Empêcher la tenue des élections, s'appuyer sur le gouvernement du Sud pour y construire un État « anti-communiste » et lancer l'offensive, le moment venu, contre le Nord. C'est ce qui amènera la Seconde guerre du Vietnam.

Julien, [Tolbiac]

À ceux qui osent pleurer les colonies, les Indigènes répondent: « Résistance! »

Le 8 mai 2005, 3 semaines après l'annulation des « Assises de l'anti-colonialisme », 5000 manifestants ont répondu à l'appel des « Indigènes de la République ». Le soleil était au rendez-vous et la rage au beau fixe pour lever le voile sur le passé et le présent de la république française: sa réalité coloniale et raciste. Cette manif a rassemblé les sans-papiers, les jeunes femmes musulmanes exclues du système scolaire, les révolutionnaires, les militants des comités Palestine, les féministes, les militants humanistes et anticolonialistes, les Togolais en lutte contre la françafrique et ses conséquences sanglantes actuellement au Togo... La résistance est en marche contre le racisme républicain, revers idéologique explosif du capitalisme en France sous l'ère de la « Guerre sans limite »...

Sarah, [Saint-Denis]

L'histoire n'est pas la même pour tout le monde...

Le 8 mai est un jour si important que la république a choisi de le rendre férié... La mémoire de la république est pourtant sélective et ce n'est pas pour les 50000 morts de Sétif et Guelma, manifestants algériens massacrés par l'armée française le 8 mai 45 qu'elle organise des célébrations. Ce silence officiel

Assises d'été des Indigènes de la République

Samedi 25 juin, fac de Nanterre

RER A, station Nanterre Université

Faucheurs d'OGM: tous aux champs!

Avec le soleil revient le temps des récoltes... et des fauchages d'OGM. L'Union Européenne a levé l'an dernier le moratoire qui interdisait la culture d'OGM et l'offensive des grands semenciers (Monsanto, Biogemma, Aventis...) pour nous imposer cette technologie ne s'est pas faite attendre. L'an dernier déjà, c'était plusieurs dizaines de champs d'OGM qui étaient mis en place et ceci essentiellement dans le sud-ouest de la France. Les divers fauchages, organisés par les faucheurs volontaires, s'étaient soldés par une répression sauvage (procès, violences policières en plein champ) mais la résistance ne fléchit pas et la lutte continue.

D'un point de vue écologique, les OGM, tels que l'on nous impose aujourd'hui, sont une véritable catastrophe. Nous n'avons pas de position de principe aux modifications du vivant sur les plantes du moment que les expérimentations se déroulent en laboratoire dans un milieu confiné. Par contre, d'un point de vue scientifique, il n'y a aucune raison d'implanter ces cultures en plein champ. En effet, la recherche en la matière n'en est qu'à ses débuts et les chercheurs ne maîtrisent pas du tout les mécanismes qui sont mis en jeu. L'introduction dans des plantes d'éléments génétiques mobiles est un procédé peu fiable et la stabilité de ces éléments à l'instaurité de la plante est loin d'être acquise. Il s'en suit une contamination génétique des plantes environnantes notamment via les bactéries du sol. Ce mécanisme met en péril, de façon irréversible, les différents écosystèmes alentours. De plus, la modification de l'expression génétique d'une plante peut entraîner, par des réactions en chaînes, la synthèse de nouveaux composés potentiellement toxiques. Il faudrait des dizaines d'années d'observations pour mesurer ces risques toxiques sur la santé humaine.

Sylvain, [Toulouse]

La victoire du NON, c'est la victoire des jeunes (56% des jeunes de 18 à 24 ans ont voté NON), des ouvriers (79 % de NON), des employés (67 %), de tous ceux qui subissent de plein fouet les politiques de casse sociale que mènent les gouvernements depuis 20 ans. C'est la victoire de tous ceux qui se battent pour leur droit, à commencer par les lycéens.

La victoire du NON constitue une claque formidable, « sans appel » pour Chirac et son gouvernement, qui sont désavoués dans les urnes pour la troisième fois en un an, qui sont remis en cause tous les jours par les grèves, par la rue.

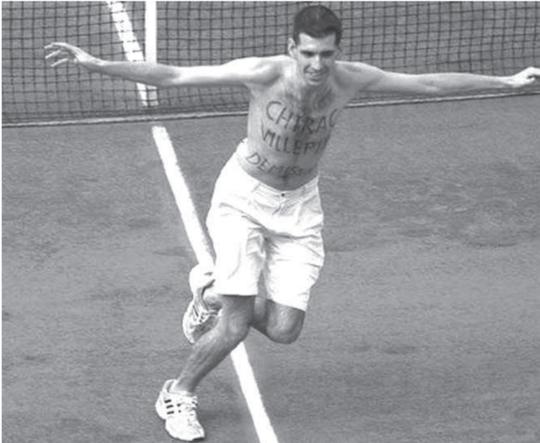
Le nouveau gouvernement Villepin/Sarkozy est illégitime, mort-né : 24 % des Français disent faire confiance à Chirac, 4 % souhaitent que le nouveau gouvernement poursuive la politique de Raffarin, 24 % qu'il donne une « nouvelle impulsion » aux réformes (programme officiel du nouveau gouvernement : en clair, accélérer les attaques), alors que 67 % des Français exigent un changement radical de politique.

Pourtant, ils frappent fort : condamnation de Samuel de la coordination lycéenne à cinq mois de prison avec sursis (au-delà des réquisitions du procureur), privatisations d'EDF (dont « le calendrier ne sera pas affecté par le référendum » !), attaques sur les horaires, les salaires et le droit du travail... La caravane des réformes continue de passer.

Parce qu'ils se foutent de notre vote, nos luttes vont continuer : la grève dans les transports du 2 juin a été une réussite avec un taux de grévistes de 30 %, montrant que le mouvement social est plus fort que jamais, légitimé par « l'insurrection électorale » du 29 mai.

Le 9 juin, la grève interprofessionnelle concrétisera dans les rues notre vote, pour nos revendications et pour en finir avec Chirac et sa clique d'hommes de paille au service du MEDEF. Le 11 juin, nous manifesterons contre la répression du mouvement lycéen, seule réponse du gouvernement aux lycéens mobilisés pendant 4 mois. 40 Lycéens sont mis en examen, ne les laissons pas condamner ! Le 16 juin c'est dans l'Éducation Nationale que les syndicats appellent à faire grève. Une rencontre nationale des collectifs pour le Non sera organisée les 24 et 25 juin.

Nous sommes une majorité dans le pays à refuser le gouvernement et ses politiques anti-sociales ; ils doivent partir ! Faisons converger nos luttes contre le gouvernement et contre Chirac, contre le système qui ne nous offre que le chômage et la précarité, la casse des acquis sociaux et des services publics. Pour dégager Chirac, on n'attendra pas 2007 !



Bel exploit! Olivier Kimmel, 27 ans, a interrompu le match Pierce-Davenport le 31 mai dernier sur le Central de Roland-Garros. Sur son torse: « Chirac, Villepin, démission! ».

Sommaire

Monde

La lutte des travailleurs en Chine	4
Egypte	5
Togo	5

Dossier

6

« Homos, hétéros, ensemble révolutionnons les normes »

Hexagone

Retour sur le mouvement lycéen	8
Après le référendum	8
Vivier le gouvernement	9
Patronat et gouvernement : qui est qui ?	9

Histoire

Guerre d'Indochine	10
--------------------	----

Kultur

Médias et Constitution	11
------------------------	----

Amnesty International dénonce le « goulag » de Guantánamo

Extraits d'un communiqué d'Amnesty :

La « guerre contre le terrorisme » menée par les États-Unis continue d'être marquée par l'hypocrisie, une mentalité guerrière dominante ainsi qu'un mépris pour les droits humains fondamentaux et les obligations juridiques internationales. (...)

Le camp de détention situé sur la base navale américaine de Guantánamo Bay, à Cuba, est devenu le symbole du refus du gouvernement américain de placer les droits humains et l'état de droit au centre de sa politique à la suite des atrocités du 11 septembre 2001.

Des centaines de personnes de quelque 35 nationalités sont toujours détenues dans un flou juridique. Beaucoup n'ont jamais pu comparaître devant un tribunal, consulter un avocat ni recevoir la visite de leur famille.

(...) De plus en plus d'éléments prouvent que des tortures et de nombreux traitements cruels, inhumains et dégradants ont été infligés.

Boycott d'Universités israéliennes

Il y a quelques semaines, le syndicat des enseignants britanniques prenait une initiative appelant au boycott de deux universités israéliennes (Haifa, Université hébraïque). Les syndicats refusaient de poursuivre la collaboration avec des Universités qui encouragent la colonisation (Université hébraïque, qui participe notamment à un projet de création d'un institut universitaire dans la colonie d'Ariel) ou censurent des professeurs trop critiques du sionisme (Haifa).

Cette décision courageuse et légitime a été soutenue par de nombreux universitaires israéliens mais a suscité bien des remous.

Dernière condamnation en date, une déclaration commune de Sari Nusseibeh, Président de l'Université palestinienne d'Al-Qods et dirigeant historique de l'OLP et Menahem Magidor, Président de l'Université hébraïque. *« Nous appelons les universitaires, d'ici et du monde entier, à agir pour soutenir notre mission, mission qui pourrait nous permettre d'en finir avec notre tragédie commune et non de la prolonger »*. Décidément, pour certains, la collaboration avec l'occupant n'a pas de limite…



Les Luttés des travailleurs en Chine

Les mouvements sociaux en Chine ne cessent de s'amplifier depuis quelques années. Cela est en corrélation avec la mondialisation économique entraînant privatisations et rachats par des investisseurs occidentaux qui cherchent à réduire toujours plus les maigres droits des travailleurs. Les informations filrent difficilement mais on peut s'informer grâce à certaines publications de militants syndicalistes chinois.

On peut observer nombre d'autres grèves, émeutes et mouvements en Chine comme les retraités de Mongolie intérieure qui réclame le juste paiement de leurs pensions. Cela démontre un état de tensions constant.

Une continuité dans les mouvements de grèves

Des luttes offensives

La grève de Fuyong ne fait que suivre une importante série de grèves à travers la Chine. Une grève de sept semaines (septembre 2004-mars 2005) a eu lieu dans l'usine textile de Xianyang dans le Shaanxi. L'usine qui appartenait à l'Etat fut privatisé au profit d'investisseurs basés à Hong Kong, Londres et New York. Les nouveaux propriétaires projetaient de supprimer les primes à l'ancienneté et de réduire les salaires. Environ 20 grévistes ont été arrêtés, alors qu'ils étaient sur le point de

constituer une section syndicale. Selon RFI, dans la ville de Dongguan, près de Hong Kong, le 24 décembre 2004 une émeute aurait mis au prise la police à 50000 travailleurs migrants suite au tabassage de l'un d'eux pour le vol d'une mobylette.

On peut observer nombre d'autres grèves, émeutes et mouvements en Chine comme les retraités de Mongolie intérieure qui réclame le juste paiement de leurs pensions. Cela démontre un état de tensions constant.

Une continuité dans les mouvements de grèves

La grève de Fuyong ne fait que suivre une importante série de grèves à travers la Chine. Une grève de sept semaines (septembre 2004-mars 2005) a eu lieu dans l'usine textile de Xianyang dans le Shaanxi. L'usine qui appartenait à l'Etat fut privatisé au profit d'investisseurs basés à Hong Kong, Londres et New York. Les nouveaux propriétaires projetaient de supprimer les primes à l'ancienneté et de réduire les salaires. Environ 20 grévistes ont été arrêtés, alors qu'ils étaient sur le point de

constituer une section syndicale.

Selon RFI, dans la ville de Dongguan, près de Hong Kong, le 24 décembre 2004 une émeute aurait mis au prise la police à 50000 travailleurs migrants suite au tabassage de l'un d'eux pour le vol d'une mobylette.

On peut observer nombre d'autres grèves, émeutes et mouvements en Chine comme les retraités de Mongolie intérieure qui réclame le juste paiement de leurs pensions. Cela démontre un état de tensions constant.

L'Union Européenne « représente l'exploitation des travailleurs »

D'après Han Dongfang, directeur du China Labour Bulletin, *« en Asie, l'Europe représente au dessus de tous les investissements, l'expansion industrielle et l'exploitation des travailleurs »*. Il estime que *« les européens voient la Chine comme une grande opportunité mais dont les*



Interview de Gérard Mazet, secrétaire départemental du PCF Paris

Selon toi, qu'exprime la victoire du NON à la Constitution ?

C'est le rejet du libéralisme qui a été exprimé par tous les gens du NON de gauche. Ceux qui ont voté NON sont les salariés, les ouvriers, les jeunes, les gens qui gagnent moins de 3000 euros par mois. C'est le peuple qui a voté. C'est un vote de classe.

Au vu de son illégitimité, penses-tu qu'il est possible de pousser Chirac à partir avant 2007 ?

Chirac doit tenir compte de l'avis majoritaire du peuple. Le nouveau gouvernement prouve le refus d'entendre ce qui a été dit. La question de la dissolution de l'Assemblée Nationale est donc posée. Mais sans attendre je suis favorable à mener campagne sur un contenu précis comme l'emploi et le pouvoir d'achat.

Quelles suites donner à la campagne unitaire ?

On a mené une vraie campagne unitaire de la LCR au PS pour le NON. Nous avons fait des meetings unitaires. Il faut rassembler et travailler avec notre peuple sur des contenus et une perspective politique. Il y a deux ans le PS voulait un grand parti hégémonique à gauche pour instaurer le bipartisme. Cela a du plomb dans l'aile. On parlait, il y a un an de révolutionner la gauche en tenant compte de 2002. Aujourd'hui on peut modifier la donne de façon nette à gauche. On doit se placer sur l'ambition de changer la société. Le fait d'avoir gagné peut prendre de l'ampleur. Cela nous permet de remettre en cause le système capitaliste.

Face à un pouvoir aussi déterminé, on l'a vu lors de la lutte pour les retraites où lors des dernières élections régionales, la rencontre entre les mouvements sociaux et la politique est indispensable. Je suis pour que l'on se retrouve ensemble le 16 juin lors du conseil européen pour exiger le retrait du traité constitutionnel et la renégociation d'un autre traité remettant en cause le libéralisme. Il faut dans le même temps forger ensemble, à gauche, l'union populaire pour changer nos vies.

Est-il possible de se remettre à table avec les partisans du Oui « de gauche » ?

Faut-il deux gauches, ou bien doit-on rassembler l'ensemble de la gauche ? Si

Non au gouvernement, oui à une nouvelle force !

Si le Non l'a emporté le 29 mai, c'est grâce à la mobilisation de plus de 1000 collectifs unitaires partout en France. Cette campagne a regroupé de très nombreux militants politiques, syndicaux et associatifs issus de divers courants de la gauche et de l'extrême-gauche, rassemblés contre un même ennemi: le libéralisme des partisans, de droite comme de « gauche », de cette constitution.

Notre victoire est un encouragement pour les luttes des travailleurs et favorise la construction d'un nouveau rapport de forces face à la bourgeoisie. En effet, les projets de la classe dirigeante, déjà remis en cause par les précédentes défaites électorales mais surtout par les multiples mouvements sociaux, se trouvent à nouveau désavoués.

Il est maintenant de notre responsabilité, grâce à la légitimité que nous avons acquise au sein des collectifs, d'impulser un front anticonstitutionnel ayant pour objectif de virer Chirac et son gouvernement. La ligne politique de ce front à développer avec tous ceux qui ont fait campagne avec nous s'appuierait sur un « programme d'urgence », reprenant les revendications portées par les luttes des jeunes et des travailleurs:

- Défense des services publics.

on veut changer la société, il est indispensable de rassembler le peuple de gauche dans son ensemble, bien entendu sur une base de remise en cause du libéralisme. Cela peut sembler utopique, comme pouvait sembler utopique que le non l'emporte en France. Il faut beaucoup d'ambition... Toute une série de gens qui ont voté OUI ont entendu ceux qui leur disaient que l'on n'avait pas d'autre choix. Ils peuvent changer d'avis. Je suis donc pour leur tendre la main en montrant nos ambitions.

Tu penses donc que l'on peut travailler avec des gens comme Hollande ou Strauss-Kahn ?

Le peuple a pris la politique en main. Certains veulent la récupérer. Si le peuple conserve la main, François Hollande sera obligé d'en tenir compte. Ce qui a été fait dans les collectifs pour le NON est positif. Il faut continuer. Mais attention, il ne faut pas que ces collectifs soient des lieux où seul les plus engagés continuent de se réunir entre eux. Il faut que ce soit des lieux d'échanges et d'initiatives ou tous peuvent s'y retrouver, sans exclusive, avec leurs propres sensibilités.

Quelles convergences entre mouvement social et alternative politique ?

Face à un pouvoir aussi déterminé, on l'a vu lors de la lutte pour les retraites où lors des dernières élections régionales, la rencontre entre les mouvements sociaux et la politique est indispensable. Je suis pour que l'on se retrouve ensemble le 16 juin lors du conseil européen pour exiger le retrait du traité constitutionnel et la renégociation d'un autre traité remettant en cause le libéralisme. Il faut dans le même temps forger ensemble, à gauche, l'union populaire pour changer nos vies.

Propos recueillis par Laurent, [Tolbiac]

Interview d'Olivier Besancenot, porte-parole de la LCR

Selon toi, qu'exprime la victoire du NON à la Constitution ?

Ce que la majorité des électeurs (55 %), la grande majorité des ouvriers (80 %), des employés (60 %) et des jeunes (60 %) ont rejeté ce n'est pas l'Europe mais sa construction actuelle faite au seul profit des actionnaires et des multinationales, ainsi que les politiques libérales et les attaques anti-sociales dont nous souffrons depuis près de 25 ans. Ce qui s'est exprimé c'est la volonté d'une autre Europe, sociale, démocratique, féministe, écologiste, pacifique et internationaliste qui harmonise par le haut les acquis sociaux et démocratiques.

Au vu de son illégitimité, penses-tu qu'il est possible de pousser Chirac à partir avant 2007 ?

Pour Chirac - comme pour sa majorité de droite - le résultat du référendum constitue un nouveau désaveu venant après les déroutes des élections régionales, cantonales et européennes du printemps dernier. Il est donc totalement illégitime de même que le gouvernement Villepin – Sarkozy qu'il vient de nommer. Ils n'ont, bien évidemment, aucune légitimité pour poursuivre leurs politiques anti-sociales comme ils s'apprennt à le faire. Ils devraient donc partir! Mais, à l'évidence, ce n'est pas leur option. C'est donc au mouvement social, encouragé par la victoire du non, de les y contraindre!

Quelles suites donner à la campagne unitaire ?

Le succès de la campagne c'est d'avoir imposé la question sociale comme la question prioritaire, d'avoir regroupé partis et courants politiques (LCR, PCF, minoritaires du PS et des Verts), militants syndicaux et associatifs. D'avoir suscité la création d'un millier de collectifs unitaires. C'est ce capital politique qu'il faut faire fructifier: d'abord en utilisant les cadres unitaires pour développer les mobilisations les plus unitaires possibles contre les attaques du gouvernement et de la droite. Ensuite en proposant

Propos recueillis par RED

Patronat, gouvernement : qui est qui ?

Alors que le nouveau gouvernement vient d'être constitué, on est en droit de s'interroger sur notre avenir. Il devient de plus en plus difficile de distinguer ceux qui nous gouvernent de ceux qui possèdent le grand capital à savoir le grand patronat et le grand actionnariat.

L'emblème du Medef flotte depuis quelques temps au-dessus des gouvernements. C'était le cas avant le référendum et, malgré un message clair de la majorité de la population, c'est toujours le cas. Au-delà de la politique ultra-libérale menée par les différents gouvernements dans les intérêts exclusifs des classes dirigeantes avec en tête les grands patrons et les grands actionnaires, on note également des liens de plus en plus étroits entre les leaders de la bourgeoisie et les membres des différents gouvernements.

Quelques exemples : F. Mer, Ministre de l'économie et des finances sous Raffarin est aujourd'hui en lice pour la présidence du Medef. Son successeur, Thierry Breton, n'est autre que l'ancien PDG de France Télécom. Enfin, il faut aborder le sujet Sarkozy puisque les deux frères sont à la tête du pays. En effet, Nicolas Sarkozy

une alternative au capitalisme libéral, en Europe comme en France, qui redonne de l'espoir.

Est-il possible de se remettre à table avec les partisans du Oui « de gauche » ?

Discuter avec ceux qui, à gauche, ont voté oui, pour organiser la riposte face à la droite, pourquoi pas ? Mais, avec les directions majoritaires du PS et Verts, c'est une autre paire de manches ! Car elles ont lié leur sort à la ratification de la constitution libérale. Elles ont été désavouées, y compris par leurs propres bases... Et elles sont toujours sourdes aux aspirations des couches populaires. Alors, discuter avec elles de la reconstitution de la gauche plurielle, dans la perspective de 2007 qui plus est, très peu pour moi ! C'est d'une autre représentation politique, d'une autre gauche, anticapitaliste, dont le monde du travail a besoin.

Quelles convergences entre mouvement social et alternative politique ?

La campagne indique ce qui est possible: construire des convergences et des campagnes unitaires entre courants politiques, associations et syndicats, dans le respect des fonctions spécifiques de chacun. Son succès encourage à poursuivre dans cette voie. D'autant que les questions qui vont faire l'actualité (plans de licenciements, attaques contre chômeurs, démantèlement des services publics, attaques contre le droit du travail, etc.) sont à la fois des questions sociales et des choix de société. Seul le développement du mouvement social pourra contraindre à reculer ce gouvernement sourd à l'expression des urnes. Reste alors la grève et la rue...



Referendum : ils l'ont dit

Mystérieux

« Une victoire, posthume de Georges Marchais sur François Mitterrand ».

Jean-Christophe Cambadéïs, Parti Socialiste, 31 mai.

Il n'a pas compris

« Le Président a trouvé les mots et les gestes pour convaincre nos partenaires européens que nous ne leur avons pas dit non ».

François Fillon, 29 mai au soir.

Et il est énérvé

« Quand on fera le bilan de Chirac, on ne se souviendra de rien, sauf de mes réformes ».

François Fillon, après avoir appris qu'il n'était plus ministre.

Le non est réac

« Le Non du 29 mai ressemble une fois encore à un manifeste pour que le monde se fige, pour freiner à tout prix le déchaînement des forces qui bousculent irrésistiblement le monde ».

Serge July, Libération, 31 mai.

Le chaos

« Un désastre général et une épidémie de populisme qui emportent tout sur leur passage, la construction européenne, l'élargissement, les élites, la régulation du libéralisme, le réformisme, l'internationalisme, même la générosité ».

Serge July, Libération, 30 mai.

Bien dit

« Si les électeurs de gauche oscillent entre la pensée de François Hollande et celle d'Olivier Besancenot, c'est qu'il y a un problème de fond ».

François Fillon, Le Monde, 2 juin.

Méprisant

« Réfléchissons un peu avant d'envoyer des facteurs au sommet européen ! ».

Jacques Delors, le Parisien du 27 mai, à propos d'Olivier Besancenot.

Hexagone

Renaud a voté oui

Et il a tenté de nous expliquer pourquoi dans une interview pleine de bon sens donnée au Parisien quelques jours avant le référendum. Avertissement aux fans de la première heure, ce qui suit est susceptible de heurter votre sensibilité : *« Les défenseurs du oui de gauche sont des politiciens pour lesquels j'ai de l'affection : Cohn-Bendit, Jack Lang, Dominique Voynet… Alors que le non réunit la gauche bourgeoise (Laurent Fabius) ou sectaire (Marie-George Buffet, Arlette Laguiller, Olivier Besancenot) et la droite la plus réac : Le Pen, Villiers, Pasqua, et la majorité des Verts sont pour le oui, or je vote Vert depuis plus de quinze ans.*
(…) *Le libéralisme triomphant, les délocalisations, même si je les combats par ailleurs, sont hélas les fondements des politiques capitalistes de l'ensemble des pays européens, y compris socialistes. Ces phénomènes sont inévitables et ce n'est sûrement pas en choisissant le non que l'on mettra fin à ces pratiques. Je pense qu'en votant oui nous rendrons l'Europe plus forte économiquement, socialement, culturellement et politiquement. Elle pourra alors résister aux puissances mondiales que sont les États-Unis, la Chine et l'Inde ». Société, tu m'as eu…*

« Le libéralisme triomphant, les délocalisations, même si je les combats par ailleurs, sont hélas les fondements des politiques capitalistes de l'ensemble des pays européens, y compris socialistes. Ces phénomènes sont inévitables et ce n'est sûrement pas en choisissant le non que l'on mettra fin à ces pratiques. Je pense qu'en votant oui nous rendrons l'Europe plus forte économiquement, socialement, culturellement et politiquement. Elle pourra alors résister aux puissances mondiales que sont les États-Unis, la Chine et l'Inde ». Société, tu m'as eu…

La prose de Villepin

Le saviez-vous ? Notre nouveau Premier Ministre a publié de nombreux livres, dans un style alambiqué et pédant assez inimitable. Le dernier d'entre eux, *Le Requín et la Mouette*, permet de mesurer l'étendue des dégâts. Extraits de l'ouvrage d'un type qui se veut « proche des gens » : *« Ce livre est né de la volonté de préserver les chemins de traverse, d'accueillir l'histoire, la philosophie, la littérature dans la fraîcheur des sources. Ne point céder à la mode ni à la peur, mais arpenter les falaises, côtoyer la vie près des gouffres, là où le requin et la mouette poursuivent après l'orage leur furieux dialogue, leurs épousailles affamées d'arcs-en-ciel »*
« L'heure n'est plus à la conquête, ames à la main, mais à l'audace, à l'appétit, à l'enthousiasme. Alors, épris du familier, amoureux du lointain, sarracher à la pente pour voler encore. Et sur les tableaux noirs, dans les caves et les soupentes, sur les murs quand le cœur désespère, écrire l'espoir ». Si quelqu'un a compris quelque chose, qu'il/elle nous envoie un commentaire composé. La rédaction publiera les meilleures explications de texte.

Retour sur le mouvement lycéen

Voici maintenant plus de quatre mois que les lycéens ont commencé la lutte contre la loi Fillon. Le mouvement a commencé réellement le 20 janvier avec la première manif conséquente contre ce projet de loi. Il est très probable que la descente de flics, ordonnée par le ministère de l'intérieur le 6 janvier, dans plus de 800 bahuts, fut une étincelle au déclenchement du combat des lycéens, qu'elle a accéléré le déroulement des choses.

Jeunes dans la galère

Depuis des années la jeunesse s'en prend plein la gueule, les diplômés valables sont de plus en plus difficiles à obtenir, et même avec un bac + 5 en poche, un avenir précaire flotte à l'horizon… C'est bien pour ça que ce mouvement a été aussi politique, et qu'il posait les bonnes questions car même si à l'origine il s'attaquait « seulement » à une loi qui nous touchait nous directement, le combat s'est très vite orienté contre le gouvernement. Tout le monde avait bien compris que cette loi ne sortait pas de nulle part, qu'elle s'inscrivait dans une logique globale à laquelle on veut nous soumettre, qu'elle répondait aux objectifs de nos gouvernants, à savoir la création d'une élite bourgeoise au détriment d'une minorité destinée à être exploitée le restant de ses jours !

Après le référendum sur la Constitution

Tous ensemble, continuer à dire « non » à la logique du système !

Le vote massif contre la Constitution européenne signifie un double rejet. Le premier est le rejet des politiques libérales que la constitution aurait gravées dans le marbre. Ces politiques, nous les connaissons bien : ce sont les réformes Fillon, LMD-ECTS, la casse des retraites et de la Sécu, les privatisations, etc. Le vote a exprimé un ras-le-bol de ces attaques et de leurs conséquences dramatique au niveau social, l'augmentation du chômage, de la pauvreté… Le deuxième rejet est contre ceux qui ont mis en place ces politiques : Chirac, Raffarin, son gouvernement, mais aussi les dirigeants du PS qui ont fait campagne pour le Oui.

Ces dirigeants ne sont pas légitimes. Cela apparaît clairement par le vote du 29 mai. Ils ne défendent pas nos intérêts, ils ne nous représentent pas. Toutes les attaques qu'ils mènent, ils les mènent contre les classes populaires, au bénéfice des plus riches. Ce qui est légitime et défend nos intérêts, ce sont les mobilisations sociales, les grèves, qui permettent d'obtenir des avancées sociales. Ce sont les coordinations de lutte, qui sont bien plus démocratiques que le Parlement, parce qu'elles sont contrôlées au jour le jour par ceux qui se mobilisent. Les collectifs contre la Constitution européenne ont eux aussi

2 phases

On peut distinguer 2 phases dans la lutte qui a été menée durant ces derniers mois. La première a duré jusqu'à la mi-mars. Elle a consisté en des manifestations régulières (2 fois par semaine) souvent très massives, jusqu'à 200000 lycéens dans la rue en France le 8 mars. Face à cela Fillon a seulement reculé sur la réforme du bac, espérant sans doute que cela calmerait les masses, ce qui a malheureusement pour lui échoué ! Et par contre il a décidé de faire passer sa loi en « urgence ». Face à cela le 15 mars nous avons décidé à la coordination nationale d'entamer une nouvelle forme de lutte, s'ajoutant aux manifs, le blocage des bahuts, espérant ainsi faire encore monter la pression. La loi a été votée le 25 mars, à partir de là les consignes du ministère étaient claires: le mouvement lycéen n'avait plus lieu d'être, il fallait donc faire en sorte qu'il cesse, et ceci rapidement… Face à ces consignes radicales, nous nous sommes nous aussi radicalisés. Et ce n'est pas l'inverse, comme certains voudraient le faire croire…Nous avons occupé des locaux nous directement, les combats s'est très vite orientés contre le gouvernement, tout en continuant à bloquer nos bahuts et à manifester.

Répression

Des manifestations moins massives que les mois précédents, pour plusieurs raisons. La première étant que nous avons été tous seuls pendant cette lutte. Seules deux jour-



nées de mobilisation interprofessionnelle ont vu le jour. Les directions syndicales ne sont pas engagées. La deuxième, c'est que la répression qui s'est abattue sur nous, tant au plan administratif qu'au plan judiciaire, a été énorme (80 arrestations le 12 avril à Bobigny, 200 GAV le 20 avril après l'occupation de l'anxene du ministère, au total une trentaine de lycéen n'avait plus lieu d'être, il fallait donc faire en sorte qu'il cesse, et ceci rapidement… Face à ces consignes radicales, nous nous sommes nous aussi radicalisés. Et ce n'est pas l'inverse, comme certains voudraient le faire croire…Nous avons occupé des locaux nous directement, les combats s'est très vite orientés contre le gouvernement, tout en continuant à bloquer nos bahuts et à manifester.

Nouvelle génération militante

Un mouvement dangereux pour l'ordre établi en France car il a radicalement changé la situation politique en France. En effet depuis maintenant trois ans tous les secteurs s'étaient mis en grève les uns après les autres n'obtenant quasiment jamais satisfaction, la grogne contre le gouvernement s'était donc généralisée. Et là, pendant près de quatre mois, la jeunesse s'est mobilisée, employant

des formes de luttes inédites pour un mouvement lycéen, ou du moins qui n'avaient pas vu le jour depuis mai 1968, une génération politisée et militante s'est formée. Ce mouvement a largement contribué à la victoire du non au référendum comme tous les mouvements sociaux précédents. Et pour avoir osé lutter contre ce gouvernement, qui comme le montrent les chiffres est plus illégitime que jamais, nous sommes maintenant convoqués devant les tribunaux ! Le referendum l'a prouvé, ils sont minoritaires ! La majorité, c'est nous, et nous allons continuer à nous battre pour l'annulation de toutes les poursuites et sanctions contre les lycéens et pour le retrait de la loi Fillon !

	Pauline , [Nanterre]
	Antoine , [Lussieu], Adrien , [Sorbonne] et Julien , [Tolbiac]
	Antoine , [Lussieu], Adrien , [Sorbonne] et Julien , [Tolbiac]

	Antoine , [Lussieu], Adrien , [Sorbonne] et Julien , [Tolbiac]
	Antoine , [Lussieu], Adrien , [Sorbonne] et Julien , [Tolbiac]
	Antoine , [Lussieu], Adrien , [Sorbonne] et Julien , [Tolbiac]

A ne pas manquer
Les JCR viennent de publier une brochure de bilan du mouvement lycéen. Pour la recevoir, envoyer un euro à : JCR, 2 rue Richard Lenoir, 93 100 Montreuil.

	Antoine , [Lussieu], Adrien , [Sorbonne] et Julien , [Tolbiac]
	Antoine , [Lussieu], Adrien , [Sorbonne] et Julien , [Tolbiac]
	Antoine , [Lussieu], Adrien , [Sorbonne] et Julien , [Tolbiac]

La solution à la situation actuelle ne passera pas par une alternance, c'est-à-dire un gouvernement dirigé par le PS, qui reprenne les mêmes attaques antisociales. Nous refusons que certains utilisent le rejet de la Constitution pour se faire élire en mettant en place des mesures qui iront dans le sens de cette Constitution. Il n'y a que nous-mêmes qui pouvons réellement défendre nos intérêts jusqu'au bout, en luttant quotidiennement, en nous mobilisant pour obtenir des avancées sociales, en nous dotant de nos propres structures de lutte (collectifs, coordinations…) et en construisant une réelle alternative politique.Toutes les élections depuis plusieurs années montrent que la majorité des jeunes rejette les organisations politiques actuelles, que celles-ci ont peu de légitimité.

La construction d'une alternative à la société libérale, ainsi qu'à l'Union européenne, passe aussi par des discussions dans les collectifs sur l'Europe que nous voulons. L'Europe que nous voulons, c'est par exemple une Europe où il y aurait un emploi stable pour tous les jeunes ou une allocation de 1000 euros de 16 à 25 ans, où les licenciements seraient interdits, où l'éducation serait gratuite et non soumise au patronat, une Europe où quelque soit sa nationalité (européenne ou non), chacun aurait les mêmes droits, notamment de circuler, de s'installer, de travailler, de voter…

Voilà l'Europe dont nous avons besoin, pas de la renégociation d'une nouvelle Constitution qui resterait dans le cadre de l'Union européenne. Une telle Europe ne sera possible que si les jeunes et les travailleurs se mobilisent et s'organisent pour l'imposer. C'est un des rôles des collectifs d'organiser cette riposte. Une rencontre nationale des collectifs sera organisée les

	Antoine , [Lussieu], Adrien , [Sorbonne] et Julien , [Tolbiac]
	Antoine , [Lussieu], Adrien , [Sorbonne] et Julien , [Tolbiac]
	Antoine , [Lussieu], Adrien , [Sorbonne] et Julien , [Tolbiac]

Égypte : faire tomber Moubarak !

L'Égypte est avec l'Arabie Saoudite, le principal allié des États-Unis et d'Israël dans le monde arabe. Son président Hosni Moubarak se maintient au pouvoir par la terreur depuis des années, et mène une offensive néolibérale plongeant dans la pauvreté des millions d'Égyptiens. Cependant, une vague récente de luttes sociales et politiques sans précédent laisse présager un espoir de changement dans ce pays qui joue un rôle-clé dans la région.

Lors d'un référendum sur une réforme soi-disant démocratique de la Constitution le 27 mai, le pouvoir a annoncé un « oui » à 82,86 % et une participation massive, alors que l'opposition, appelant au boycott, parle de farce électorale et que les observateurs internationaux ont vu les bureaux de vote vides. Les manifestations ont été durement réprimées par la police anti-émeute et des hooligans à la solda du pouvoir. Il faut dire que les forces armées comptent 3 millions d'hommes, dont 500000 policiers anti-émeutes, et que le pouvoir contrôle tous les médias… L'état d'urgence est en vigueur depuis 1981, et toutes les manifestations de rue sont interdites.

Depuis plusieurs mois, les paysans pauvres de la région du Delta du Nil s'affrontent aux propriétaires terriens, qui profitent d'une loi remettant en cause

	Antoine , [Lussieu], Adrien , [Sorbonne] et Julien , [Tolbiac]
	Antoine , [Lussieu], Adrien , [Sorbonne] et Julien , [Tolbiac]
	Antoine , [Lussieu], Adrien , [Sorbonne] et Julien , [Tolbiac]

À chacun son territoire : l'Irak à Bush et l'Afrique à Chirac

Les Togolais ont aujourd'hui les pensées tournées vers la France… Depuis le 26 avril dernier une terrible tragédie s'est abattue sur le peuple Togolais, ancienne colonie Germano-franco-britannique de 56.600 km2 avec une population de 6 millions d'habitants.

Le gouvernement français a décidé de protéger les intérêts de l'État français plutôt que de rendre sa liberté aux Togolais en soutenant Faure, le fils de feu Eyadéma GNASSINGBE, qui s'est auto-proclamé président de la république togolaise le lendemain du décès de son père.

Après 37 ans de règne sanglant de papa Eyadéma, le Togo dégage une atmosphère de mort, de désolation, mais d'espoir surtout. Les Togolais ont vite fait de penser que c'était une chance pour eux de choisir leur président qui devait être élu démocratiquement afin de reconstruire le pays dont il ne reste que des résidus après la privatisation des services publics et pillages des ressources économiques par la France.

L'auto-proclamation de « Bébé Gnass » a été rendue possible par deux phénomènes : l'armée, qui semble avoir peur de



Manifestation à Lomé, capitale du Togo, contre le coup d'État

la réforme agraire pour les exproprier. La police soutient les milices patronales, faisant plusieurs morts et des centaines d'arrestations. Une Ligue des paysans révolutionnaires s'est créée pour collecter des fonds de soutien aux inculpés, car 4500 procès sont en attente de jugement (Le Monde, 27/04/05).

En avril 2005, des grèves étudiantes ont paralysé les universités de 14 villes du pays, pour la démocratie et contre l'occupation de l'Irak. Le mouvement contre la guerre avait réuni 50000 manifestants au Caire en 2003, débordant le régime, et reste un facteur de déstabilisation important. Les juges se sont mis en grève pour défendre leur indépendance face au pouvoir.

Surtout, ce sont des grèves radicales qui se développent contre les privatisations. L'usine de textile Esco, dans le district industriel de Qaliub, est occupée par ses 400 ouvriers depuis la mi-février. L'armée a mis la zone en état de siège, installant des check-point sur les routes venant du Caire, pour empêcher les délégations des syndicats, des altermondialistes et des salariés de les rencontrer et de les approvisionner. Sur une banderole de l'usine: *"Al masanee lil ummal, mesh lil esabet ras al-ma"* - *« Les usines appartiennent aux travailleurs, pas à un gang de capitalistes »*

Ce contexte permet un renouvellement de la gauche égyptienne. Jusqu'à présent, ce sont les Frères musulmans qui dominent l'opposition au régime – 5000 de leurs membres sont en prison. Depuis 15 ans, les groupes islamistes plus radicaux ont mené une campagne d'attentats contre les touristes occidentaux pour affaiblir la crédibilité et la manne financière du régime. Cependant, une nouvelle coalition est née il y a un an pour proposer une politique plus en phase avec les préoccupations de la population : le mouvement *Kefaya* (Assez!, en arabe) rassemble des militants de la gauche nassérienne, du Parti communiste, de l'extrême-gauche, des altermondialistes et des islamistes, et commence à se rendre populaire par des manifestations de soutien aux luttes et appelant au départ de Moubarak.

Cette année s'est tenue au Caire la troisième Conférence contre la guerre et la globalisation, avec des mouvements sociaux de tout le monde arabe et des représentant-e-s des principales coalitions anti-guerre dans le monde. Le Forum social méditerranéen qui se tiendra à Barcelone du 16 au 19 juin, sera un important moment de convergences des

élections sont 62 % des votes pour Faure et 38.2 % pour Bob Akitani (Candidat de la coalition de l'opposition, tous les partis se sont réunis pour choisir un candidat unique). L'analyse des listes électorales fait apparaître un écart anormal entre le nombre d'inscrits et l'estimation de la population en âge de voter. C'est normal vu que les élections étaient organisées par l'armée…

Chirac et Barnier ont été les instigateurs de cette dictature naissante afin de protéger les intérêts de la France et surtout l'un des espaces stratégiques au réseau mafieux et commerce d'arme en Afrique… Le résultat des scrutins a suscité la colère de la population qui s'est soulevée et est allée dans les rues, l'armée a réagi : coupures d'eau, d'électricité, et des communications dans tout le pays. Les hélicoptères

	Anka Pam , [Saint-Denis]
	Anka Pam , [Saint-Denis]
	Anka Pam , [Saint-Denis]

Élections britanniques : percée de RESPECT

Tony Blair a été réélu Premier Ministre en Grande-Bretagne. Sa majorité passe cependant de 125 à 66 députés, conséquence de sa politique anti-sociale et surtout de la guerre en Irak. L'un des événements marquants de ces élections est le score des listes Respect, de gauche radicale, qui ont enregistré d'excellents résultats, avec une moyenne de 6,9 % dans les 26 circonscriptions où elles avaient des candidats. Respect a axé sa campagne sur l'opposition à la guerre en Irak, débat omniprésent dans la campagne britannique, mais a aussi décliné d'autres thématiques : contre les privatisations et en défense des services publics, contre la réforme des retraites, contre le racisme et les politiques sécuritaires.

Et, pour la première fois depuis 1945, la gauche radicale a eu un élu. Georges Galloway, candidat Respect dans la banlieue est de Londres, a obtenu 39 % des suffrages, devant ce 900 voix la candidate travailliste. Durant la campagne les militants de Respect avaient été traités d'antisémites, accusés d'avoir agressé un retraité, d'avoir percé les pneus de la voiture de la candidate travailliste… Cela n'a pas suffi.

La victoire de Galloway doit sonner comme un avertissement aux oreilles de Tony Blair. Des dizaines de milliers de travailleurs, de syndicalistes, de jeunes… croient en la possibilité d'une alternative à gauche du Parti Travailliste. Affaire à suivre.

	Julien , [Tolbiac]
	Julien , [Tolbiac]
	Julien , [Tolbiac]



Manifestation contre Moubarak, sous escorte policière

luttés. Il n'y a pas de fatalité à ce que Bush et ses alliés corrompus dominent toujours le Moyen-Orient.

	Vincent , [Marseille]
	Vincent , [Marseille]
	Vincent , [Marseille]

Sources :
En français :
La Tribune (Alger) http://fr.africa.com/stories/200505090004.html
L'orient - Le jour (Beyrouth) www.orientlejour.com/
En anglais : http://www.socialistworker.co.uk/

de l'armée ont plané pendant 2 jours pour tirer sur une population rebelle aux mains nues. Aujourd'hui encore, ils vont dans les maisons pour violer les femmes, tuer les hommes et des enfants innocents.

Presque tous les états africains et européens, les USA sous condition que l'opposition accepte le gouvernement d'union nationale, dont les Togolais ont déjà fait l'amère expérience en 1993, ont approuvé le scrutin, en officialisant la victoire de Faure. Aujourd'hui les Togolais continuent toujours la lutte, et à toute personne qui voudrait s'y joindre, rendez-vous tous les vendredis à 19 h 00 devant l'ambassade du Togo ou s'informer sur www.soutientogo.org.

	Anka Pam , [Saint-Denis]
	Anka Pam , [Saint-Denis]
	Anka Pam , [Saint-Denis]

Gordon Blausten, un agent immobilier de l'agence Bruten & Co, chargée de la mise en location, l'a qualifié de « minuscule mais branché ».

À la vente, dans une capitale où les prix sont parmi les plus élevés au monde, le studio pourrait, selon lui, être proposé à 100 000 livres (145 000 euros).

« **Je suis heureux d'être dehors** », a expliqué cet homme de 65 ans à sa sortie de prison vendredi après avoir purgé sa peine.

Junior Allen a été condamné à la prison à perpétuité pour un cambriolage au second degré en 1970 après s'être introduit dans une maison non fermée et y avoir volé une télévision noir et blanc.

Junior Allen a finalement été libéré après sa 26e demande de libération sur parole mais il sera toujours suivi par les autorités géorgiennes. Sa période de liberté conditionnelle, pourrait encore durer cinq ans.

Les commissaires s'étaient d'abord alloué un salaire mensuel de 110 000 bahts (9 200 euros) avant de l'augmenter de 45 000 bahts (900 euros) en août 2004

La Commission a été instaurée en 1997 afin d'améliorer « la transparence dans les affaires publiques ».

Mondes

Emprisonné pendant 35 ans pour avoir volé une télévision

Après 35 années passées en prison, l'Américain Junior Allen est enfin un homme libre. Sa faute: avoir volé un téléviseur d'une valeur de 140 dollars (111 euros).

« *Je suis heureux d'être dehors* », a expliqué cet homme de 65 ans à sa sortie de prison vendredi après avoir purgé sa peine.

Junior Allen a été condamné à la prison à perpétuité pour un cambriolage au second degré en 1970 après s'être introduit dans une maison non fermée et y avoir volé une télévision noir et blanc.

Junior Allen a finalement été libéré après sa 26e demande de libération sur parole mais il sera toujours suivi par les autorités géorgiennes. Sa période de liberté conditionnelle, pourrait encore durer cinq ans.

Un studio de 5 m2 loué 820 euros/mois à Londres

Un placard de rangement reconverti en studio d'à peine 5 mètres carrés a trouvé preneur à Londres pour un prix de location hebdomadaire de… 135 livres (189 euros), soit 585 livres (820 euros) par mois.

Dans ce minuscule espace on trouve une kitchenette, une cabine de douche et une pendence. Le lit est installé sur une mezzanine, accessible au moyen d'une échelle.

Gordon Blausten, un agent immobilier de l'agence Bruten & Co, chargée de la mise en location, l'a qualifié de « minuscule mais branché ».

À la vente, dans une capitale où les prix sont parmi les plus élevés au monde, le studio pourrait, selon lui, être proposé à 100 000 livres (145 000 euros).

Thaïlande: la commission anti-corruption condamnée pour corruption

Les neuf membres de la Commission anti-corruption thaïlandaise ont été reconnus coupables fin mai de s'être attribué de généreuses augmentations de salaire. Ils ont chacun été condamnés à deux ans de prison avec sursis par la Cour suprême.

Les commissaires s'étaient d'abord alloué un salaire mensuel de 110 000 bahts (9 200 euros) avant de l'augmenter de 45 000 bahts (900 euros) en août 2004

La Commission a été instaurée en 1997 afin d'améliorer « la transparence dans les affaires publiques ».

Homos, hétéros, ensemble révolutionnons les normes !

Vous avez dit homophobie ?

Lors du débat sur la PACS en 1999, l'homophobie de nombreux responsables politiques a éclaté au grand jour. Ce qui suit est un florilège de ce que l'on a pu entendre à l'Assemblée Nationale et au Sénat durant les débats.

« Stérilisez-les ! [les homosexuels] » Pierre Lellouche, UMP.

« Ce texte [le PaCS] crée une équivalence entre l'homosexualité et l'hétérosexualité qui sont placés à peu près au même niveau. (...) C'est une sorte de mais transgénique en matière de relation humaine ». Renaud Dutreil, UMP.

« Le PaCS sera en réalité la voiture-balai des régularisations de sans-papiers, et cela nous ne pouvons l'accepter ». Thierry Mariani, UMP.

« Depuis toujours un couple c'est un homme et une femme. Si ça marchait pour les homosexuels, ça se saurait ». Renaud Muselier, UMP.

« L'homosexualité a mené toutes les civilisations qui l'ont reconnue et justifiée comme un mode de vie normal à la décadence ». Christine Boutin, UMP.

« Comment va-t-on désormais définir le crime de pédophilie ? ». Pierre Bédier, UMP.

« PaCS: Pacte de Contamination Sidaïque ». Emmanuel Hamel, UMP (décédé depuis).

« Les homosexuels sont des fossoyeurs de l'humanité. L'adoption par un couple homo est contraire à la normale sans compter le risque de pédophilie. Je ne permettrai jamais à des homos d'élever un enfant ». François Abadie, Radical de Gauche (exclu de son parti et décédé depuis).

Une histoire de normes...

Beaucoup croient qu'avoir tel ou tel sexe biologique suffirait à définir tout naturellement notre place et notre rôle dans la société, nos orientations affectives et nos pratiques sexuelles. À côté de l'hétérosexualité naturelle, il y aurait juste une minorité de malades et de déviants... C'est oublier que notre place dans la société comme notre sexualité ne sont pas innées, elles sont construites socialement.

Enfance

Dès la petite enfance on apprend de quel sexe on est ou plutôt de quel genre (masculin ou féminin). On n'apprend pas les différences de fonctionnement biologique mais tout un tas de trucs : une image, un rôle auxquels il vaut mieux se conformer. Il s'agit des attitudes à adopter, du langage à tenir, des désirs à avoir qui bien sûr diffèrent totalement entre un garçon et une fille. Cela commence avec la layette bleue ou rose, avec les jouets : petites voitures ou poupées sans parler du kit de la petite ménagère. Un garçon doit être gourmand, tumultueux et bagarreur, tandis qu'une fille se doit d'être gentille, timide et propre. Tout manquement à ses règles est immédiatement sanctionné, les premières insultes arrivent : « tapette », « garçon manqué »...

Ainsi élevé avec le caractère de chaque genre bien en place, on apprend aussi que les deux sexes sont forcement complémentaires. L'hétérosexisme a fait son entrée...

Famille

La famille est le pilier de cette société car elle permet de reproduire l'ordre social en donnant les règles qu'on se doit de suivre. Le modèle du couple hétéro, procréateur (le papa, la maman, les enfants et la cuisine intégrant) constitue une norme qu'on s'y conforme ou non. La mère travaille peut-être mais elle doit se sentir responsable des enfants et du ménage. Le père quant à lui doit faire vivre le foyer et jouer au foot le dimanche. De même l'école, le travail, les Églises font perdurer les

Du 19 au 26 juillet: touTEs aux rencontres

Comme chaque année, se tient sur le campus des Beaux-arts de Marseille les Universités d'Été Euroméditerranéennes des Homosexualités : une semaine de débats, d'ébats, de fête, de discussions, d'expériences, etc. Cet espace est complètement hétéroproof (non mais c'est vrai, ils sont fatigués quand même !). En clair, mettez 500 gouines, pédés, bis et trans qui bougent leurs petites fesses pour obtenir des droits en France et dans toute l'Europe, dans un campus désert et vous obtenez un espace convivial plutôt radical où il n'y a pas (ou peu) d'oppression hétérosexiste.

normes pour la stabilité de la société. Tout ce fonctionnement sert à légitimer une société où la famille doit procréer, les hommes contrôler la société et la production tandis que les femmes sont contraintes à s'occuper des enfants. Ce système patriarcal et hétérocentré ne laisse évidemment aucune place aux relations homosexuelles, il ne fait que les nier et les réprimer.

Oppression

Le culte de l'hétéronormalité ne peut que conduire à l'oppression des personnes lesbiennes, gais, bi et trans. Il y a toujours les gens normaux et sains (hétéros) donc il y a aussi les anormaux et les malades (homos). C'est toujours aux mêmes de se définir, d'expliquer leurs orientations sexuelles. A-t-on déjà demandé à un hétéro pourquoi il était hétéro ? Quel problème il avait eu avec ses parents dans l'enfance pour devenir hétéro ?...

Lutter pour l'émancipation de toutes et tous, c'est lutter pour déconstruire ces normes, c'est lutter pour une société sans genre !

Hélène et Gaël, [Metz]



Chacha et Playmo-Bill, [Nanterre]

35 ans de marches des fiertés

La marche des fiertés LGBT n'est pas un simple défilé commercial où l'on s'éclate sur de la musique techno. Tout d'abord, il s'agit de la commémoration des événements de Stonewall. En 1969, aux États-Unis, la police investit un bar fréquenté par des travestis. Elle arrête beaucoup de monde et le ferme. Cette provocation est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Depuis longtemps déjà l'État réprime, essaye d'empêcher l'apparition des déviant-e-s, ferme les lieux de dragage homos. Ce sont des centaines de LGBT qui s'insurgent pendant plusieurs jours d'émeutes. Après avoir accepté de se cacher et de fermer leurs gueules pendant des années, les LGBT font le choix de se dresser et de revendiquer leur fierté.

La gay pride, puis lesbian and gay pride est organisée chaque année depuis. Elle est internationaliste et dans certains pays sa seule tenue est déjà une victoire pour les LGBT. En Pologne, elle

Néanmoins, on ne peut condamner la Marche par principe. La récupération commerciale que l'on peut condamner est dénoncée par beaucoup de militants, mais elle n'empêche pas que des revendications concrètes soient mises en avant. De plus, cette récupération n'est pas nouvelle et elle a pu servir à ce que l'apparition des LGBT soit effective. Enfin, porter des jugements sur le consumérisme de la Marche ne doit pas signifier un jugement sur les LGBT. Être déviant-e ce n'est pas être coupé-e de la société qui est une société capitaliste. C'est pourquoi la Marche reste une échéance majeure pour le mouvement et doit servir de relais à toutes les luttes LGBT de l'année... Et elles sont nombreuses !

Lesbiennes: doublement opprimées

L'hétérosexualité est considérée comme la seule sexualité normale : comment une femme pourrait-elle prendre du plaisir sans un homme ? Les lesbiennes sont doublement opprimées par le patriarcat : en tant que femmes et en tant qu'homosexuelles. En ne rentrant pas dans le schéma normatif de la famille que nous impose la société, l'homosexualité féminine s'oppose au patriarcat. Dans ce cadre le désir d'une femme pour une autre femme apparaît comme une menace pour la domination masculine. D'ailleurs le terme "lesbienne" a une connotation politique parce qu'il ne se positionne pas par rapport à l'hétérosexualité.

Chacha la pouffe, [Nanterre]

Cette oppression se traduit dans la vie quotidienne par les injures, les discriminations et les violences. Et cette double oppression existe même dans le cadre d'organisations militantes. Les lesbiennes ne sont pas toujours considérées, au sein même des organisations du mouvement LGBT, comme les égales des homosexuels hommes, leurs revendications ne sont pas toujours prises en compte.

Le chemin à parcourir est encore long : l'égalité pour les lesbiennes, comme pour les femmes dans leur ensemble, reste à gagner !

Claire, [Metz]

17 mai: journée internationale de lutte contre l'homophobie

L'appel pour cette journée a été lancé par un sociologue, Louis-George Thin, et étonnamment il a été plutôt bien suivi. À Paris, il y avait deux rassemblements : un en soutien aux homosexuels emprisonnés au Sénégal et un autre, un peu plus tard, appelé par les Panthères Roses pour dénoncer les politiques homophobes et réclamer l'égalité des droits. On a aussi pu voir SOS Homophobie et Aides diffuser des tracts et appeler à des rassemblements dans quelques villes de province, alors qu'ils ne sont pas les plus combattifs sur la question.

De fait, il y a eu beaucoup de petites actions et rassemblements, mais le

Chacha la pouffe, [Nanterre]

Trans: « le genre se construit, le corps aussi »

Les transgenres sont les personnes dont les identités de genre (masculin, féminin) diffèrent de leur sexe biologique (mâle, femelle) ce qui comprend les travestis, les transsexuels... Ces personnes sont souvent, mais pas systématiquement, attiré par des personnes du même sexe biologique. Les transgenres vivent l'oppression la plus violente.

Elles ont une longue histoire de lutte contre leur oppression. Elles se sont organisées pour leurs droits dans les années 1960, avant la fondation des mouvements

de libération lesbiennes/gays. Les travestis de Puerto Rico furent parmi les premiers à riposter à la police lors de la révolte de Stonewall à New York en 1969. Mais à mesure que les mouvements pour les droits des lesbiennes/gays gagnaient en respectabilité et renforçaient leurs conceptions réformistes, les transgenres se voyaient exclues, ignorées, marginalisées.

Très durement victimes de discriminations à l'emploi, au logement ; premières victimes de la prostitution et des violences physiques, les personnes transgenres ont des besoins et des revendications

Révolution sexuelle et révolution sociale

Lutter pour l'égalité des droits, c'est avancer vers l'épanouissement de chacun-e, puisque c'est donner la possibilité à tou·tes de vivre comme chacun-e le souhaite. C'est également renforcer notre camp social : pour gagner sur d'autres revendications (salaires, emplois, services publics, protection sociale...), notre classe est plus forte quand elle est unie, quand on ne peut pas diviser un mouvement entre hétéros et lesbiennes, gays, bis ou trans. C'est renforcer la conviction que nous avons toutes un combat commun à mener, contre ceux qui nous gouvernent et nous exploitent.

Des revendications unifiantes

Pour vivre nos sexualités librement, il faut immédiatement :

- Pour vivre nos sexualités librement en toute sécurité : gratuité des préservatifs, masculins et féminins, des digues dentaires, etc. ; contre le sida, une recherche publique renforcée, et une vraie sécurité sociale pour tou·tes, qui rembourse intégralement les trithérapies et autres traitements.
- Reconnaître le même droit pour tous de se marier ou non : nous pensons que le mariage est une institution réactionnaire, une norme pour sacraliser la famille, mais chacun doit avoir le droit de choisir.
- Reconnaître le droit à l'adoption pour tous : si on reconnaît toutes les sexualités

comme étant légitimes, le regard porté sur les familles non-hétéros ne sera pas le même, et donc les enfants élevés dans ces familles ne le vivraient pas plus mal que s'ils étaient dans des familles hétéros.

- Abolir la notion de genre (masculin ou féminin) dans l'état civil : ce serait une discrimination de moins pour les trans.

En finir avec toutes les oppressions, en finir avec le capitalisme !

Ces mesures n'ont rien de révolutionnaire en soi, certaines sont déjà en vigueur dans certains Etats de l'Union Européenne. Mais il est évident qu'avec elles, tout le monde vivrait déjà plus librement, et l'oppression subie par les LGBT serait atténuée.

De même qu'il n'y a pas que deux cases (homme/femme), il n'y a pas que trois possibilités d'orientation sexuelle (homo, hétéro, bi) ; il y a en fait autant de sexualités possibles



spécifiques.

Nous défendons le droit de toute personne à développer complètement sa personnalité. Les transgenres devraient avoir droit à tout traitement médical qu'elles jugent approprié, y compris les opérations chirurgicales de changement de sexe, les traitements hormonaux (de tels traitements devraient être remboursés

par la Sécu), ainsi qu'aux modifications adéquates de leur état civil, qu'elles aient ou non été opérées.

Les transgenres doivent s'organiser de façon indépendante afin de reconquérir toute la place qui leur revient au sein du mouvement LGBT.

Gaël, [Metz]

(et légitimes) que d'individus.

Cependant, pour détruire la famille hétéro en tant que norme, pour l'égalité des droits, il faudra un affrontement important avec le pouvoir en place.

Pour avoir la gratuité des moyens de protection pour le « safe sex », il faudra se battre, nationaliser et placer sous le contrôle (des salariés comme des usagers !) les entreprises qui produisent préservatifs et digues dentaires.

Pour avoir une sécu d'un niveau élevé pour tou·tes, il faudra sans doute une grève générale.

Avec ces mesures, l'oppression des LGBT serait nettement atténuée. Pourtant, elle existerait encore, car depuis toutes ces petites on nous inculque des préjugés dont on ne se débarrassera pas si facilement. La disparition complète des normes prendra du temps. Mais le préalable à cette disparition est de faire disparaître leur raison d'exister ; puisque ce sont les patrons qui ont intérêt à leur maintien pour nous diviser, supprimons

c'est quoi une véranda ???

Le socialisme : une société sans classes, une société sans genres

les patrons ! Construisons ensemble un nouveau monde où la propriété privée des moyens de production et d'échanges n'existerait pas, où les entreprises seraient à celles et ceux qui y travaillent.

Ce sera également la seule solution pour que l'industrie pharmaceutique consacre plus de moyens à la recherche contre le sida plutôt qu'à des crèmes de beauté. Socialisme ou oppressions, pas d'autre alternative. Et pour y arriver, une accumulation de réformes ne suffit pas, il faut une révolution.

Dans ce monde socialiste, les classes sociales seraient abolies puisque tout le monde travaillerait (moins et autrement, et les actionnaires, patrons et autres parasites n'existeraient plus).

Pour que les normes sexuelles ne se reproduisent pas, il faudra également que l'éducation des enfants soit prise en charge par la société.

Bien sûr, pour le libre épanouissement de chacun, les genres disparaîtront peu à peu, laissant la place à autant de personnalités et de sexualités différentes que d'individus.

Anne-Sophie, [Jussieu]

Les dates

Angers	28 mai
Biarritz	18 juin
Bordeaux	11 juin *
Grenoble	11 juin *
Lille	4 juin *
Lyon	18 juin
Marseille	2 juillet
Montpellier	4 juin
Nancy	4 juin
Nantes	4 juin
Paris	25 juin ...
Montparnasse / Bastille	
Reims	28 mai
Rennes	18 juin *
Rouen	11 juin
Strasbourg	18 juin
Toulouse	11 juin

* date à confirmer